

Fiche de présentation

1 - " La place de l'Asie centrale dans les géopolitiques russe et chinoise "

2 - Chef d'escadron (Gendarmerie) LEVEQUE Marc (FRANCE)

3 - 22 décembre 1998

4 - Division A

5 - Mémoire de géopolitique

6 - Zone de passages, l'Asie centrale est un objectif géopolitique immémorial pour toutes les puissances voisines. L'essor des états russe et chinois a conduit en deux siècles à un quasi-partage de cette région. Alors que l'évolution récente de la Russie paraissait redonner une marge de manoeuvre géopolitique aux nouveaux états, les dispositifs géopolitiques affichés par Moscou et Beijing se réorientent vers d'autres objectifs, au risque de placer l'Asie centrale à un plan secondaire de leurs préoccupations, ce qui ne peut que nuire à son développement.

7 - Mots-clés : géopolitique, puissance, économie, islam, URSS, Chine, Russie, Turkestan.

Mémoire de géopolitique

La place de l'Asie centrale dans les géopolitiques chinoise et russe

Sans constituer l'un des berceaux de l'humanité, l'Asie centrale est l'une des plus anciennes zones de contact entre civilisations occidentales, moyen-orientales et sinisées. A ce titre elle a toujours exercé un attrait sur les plus puissantes de ces civilisations comme sur les peuples nomades de ses confins. Depuis le XVIIIème siècle, la situation géopolitique de l'Asie

centrale s'est progressivement figée en deux zones d'influence, la russe (puis soviétique) et la chinoise, jusqu'à parvenir à l'immobilisme le plus complet à compter des années 1950.

L'intervention armée soviétique en Afghanistan a ranimé un certain intérêt pour la région au début des années 1980, à un degré cependant infiniment moindre que la dissolution de l'URSS ne l'a fait en 1991. Au vu de la masse des écrits publiés depuis lors, le reflux actuel de l'influence russe semble ouvrir un nouvel espace de manœuvre à la réflexion géopolitique dans cette zone géographique constituée par les deux Turkestan, l'ex-russe et le chinois.

Peut-on pour autant encore considérer cette région comme un élément majeur dans les dispositifs géopolitiques de ces deux puissances ? Sur quels moyens s'appuient d'ailleurs ces dispositifs ? Dans le cas contraire, où classer l'Asie centrale parmi leurs priorités plus ou moins affichées ? A quels ressorts géopolitiques rattacher les ambitions de l'une et de l'autre à son égard ? Comment y intégrer la troisième influence à l'œuvre sur ces territoires, celle de l'Islam sunnite ? Autant de questions auxquelles le présent mémoire tentera d'apporter une ébauche de réponse en s'appuyant sur le plan suivant :

I. Les constantes historiques

A. L'Asie centrale, espace géographique convoité

1. Une terre de passages
2. L'intérêt propre de cette région: ses ressources et son potentiel

B. Deux approches historiques pour une même expression de puissance

1. La Chine: flux et reflux
2. L'expansion russe, une dilatation continue dans un espace vide.

II. La confrontation russo-chinoise

A. Des relations compliquées

1. La période trouble 1850-1950
2. Le conflit sino-soviétique : l'idéologie, vainqueur puis victime de la géopolitique

B. Minorités nationales : deux politiques opposées

1. URSS : création de nations
2. Chine: une assimilation patiente

C. Les dispositifs militaires

1. Un maillon faible du dispositif des forces
2. Une importance stratégique nucléaire et spatiale

III - Après la chute de l'URSS : problématique d'une nouvelle donne régionale

A. Les limites de la Russie

1. L'objectif de la Russie
2. Le manque de moyens russe
3. Une diplomatie contreproductive
4. D'autres priorités

B. Les nouveaux états

1. L'interrogation politique initiale
2. Des états devenant des nations
3. Le besoin de protection

C - La question musulmane

1. La stratégie à long terme de la Chine
2. Une porte qui s'ouvre
3. Le risque de la contagion
4. Un regard tourné ailleurs

Conclusion

I - Les constantes historiques

A - L'Asie centrale, espace géographique convoité

1 - Une terre de passages

Espace à géométrie variable, l'Asie centrale recouvre essentiellement les territoires, du Turkestan occidental (l'ex-Asie soviétique : Kazakhstan, Kirguizie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan) et oriental (le Xinjiang chinois, ou " nouveau territoire ", - nouvelle frontière, au sens américain du terme - selon l'appellation officielle maintenant contestée par les indépendantistes locaux). On peut y rajouter en fonction des périodes historiques le nord-est de l'Iran actuel et l'Afghanistan, qui ont également été confrontés, fusse plus épisodiquement, aux ambitions de la Russie ou de la Chine.

Cet espace, qu'une inspiration heureuse de Jean-Luc Racine a baptisé " le cercle de Samarkand " pour les besoins d'un numéro spécial de la revue de géopolitique *Hérodote* se caractérise par la juxtaposition d'ensembles géographiques divers et dans l'ensemble peu hospitaliers, steppes, montagnes, déserts et oasis.

Dans des conditions *a priori* défavorables à l'éclosion d'une civilisation avancée, l'Asie centrale a su prospérer depuis les derniers siècles précédant notre ère en profitant au mieux de sa situation entre les empires chinois successifs à l'Est et les états du Proche-Orient et de l'Europe à l'Ouest. La présence de grands obstacles naturels tels que la mer Caspienne, les massifs montagneux de l'Hindu Kuch, du Pamir, de l'Altaï, le plateau tibétain et son chaînon isolé des monts Tian-Chan, le désert du Takla-Makan, a concentré les voies de passage le long de quelques fleuves, piedmonts et passes orientés Est-Ouest (à l'exception notable de la voie d'accès à l'Inde du Nord qui traverse l'Afghanistan) dont les noms sonnent aux oreilles comme autant d'exotismes: Amou-Daria et Syr-Daria, vallée du Ferghana, piedmont des monts Kun-Lun abritant la ville de Kashgar, portes de Dzoungarie .

La géographie physique est donc à l'origine de ces " routes de la Soie ", selon l'expression consacrée au XIXème siècle par le géographe allemand Ferdinand von Richthofen, itinéraires commerciaux mais tout autant culturels et militaires. Aujourd'hui encore, malgré le corridor de communication transsibérien qui la contourne loin au nord, l'Asie centrale conserve son importance de point de passage obligé.

Dans cette aire de peuplement, les aléas de l'histoire et notamment les convoitises des diverses ethnies nomades issues de Mongolie et des conquérants musulmans sont la cause d'un brassage ethnique, religieux et culturel intense qui perdure. Il est impossible d'y envisager le tracé de frontières sur une base ethnique ou nationale, quoique les tentatives soviétiques dans les années 1920 aient pu laisser croire.

2 – Les intérêts stratégiques et économiques propres à la région.

Toute région du monde présente un certain nombre d'éléments qui peuvent expliquer l'intérêt géopolitique qu'elle revêt aux yeux de ses voisins. Dans le cas particulier de l'Asie centrale, ces éléments objectifs sont sa situation stratégique, qui tient à son rôle de point de passage obligé, sa richesse commerciale et ses ressources minérales.

Sa situation de passage présentée *supra* justifie à elle seule l'appétit des puissances régionales successives. Leur attitude, comme l'explique François THUAL dans son livre " *Méthodes de la géopolitique* " obéit à une motivation géostratégique, " une double logique : s'emparer [

de cette région-clef] pour soi-même et surtout s'en emparer pour empêcher qu'un autre s'en empare à votre place ".

Pour l'état qui possède la puissance militaire et qui cherche à s'étendre, l'Asie centrale donne accès aux zones de richesse que sont la Chine, l'Iran, les Indes, trois des aires de civilisation les plus anciennes. Inversement, dans la géostratégie chinoise, le contrôle de l'Asie centrale, plus particulièrement du Turkestan oriental et du couloir du Gansu, permet d'enfoncer un coin à l'Ouest entre les deux pôles de perturbation immémoriaux que sont pour elles les steppes mongoles au nord et le plateau tibétain au sud (les tribus tibétaines ne s'étant finalement converties qu'assez tard dans l'histoire aux vertus du pacifisme).

Il ne faut pas non plus mésestimer les richesses accumulées dès la haute époque par la région grâce à son rôle commercial et à une économie d'oasis à haute plus-value (production agricole complémentaire de celle des steppes mais également artisanat), richesses qu'elle réussira à reconstituer vaille que vaille malgré les pillages et les invasions jusqu'aux périodes troublées du XVIème siècle, avant de tomber un peu en léthargie. Le gouvernement qui contrôle ces itinéraires commerciaux s'assure, sous forme d'impôts ou de tributs, des revenus considérables. Cependant, étant donné leur longueur (dans une version maximale, 6000 km d'Antioche en Syrie à Xian sur le fleuve Jaune), aucun état, si ce n'est l'empire mongol au XIIIème siècle (avant de se fragmenter en apanages indépendants) ne pourra jamais en contrôler l'ensemble.

Beaucoup plus tard enfin, l'exploration scientifique du Turkestan permettra d'en deviner le potentiel de ressources naturelles, en même temps qu'émergeront de nouvelles sources de richesses, développées par la Russie tsariste mais surtout socialiste (bassins cotonniers de l'Amou-Daria et du Syr-Daria, oasis irriguées du Ferghana). Ainsi, dès le début du XXème siècle, les experts russes signalent le potentiel minéralier du Turkestan oriental, qui influencera ensuite les relations entre Chine et Russie dans la région.

A titre d'exemple, à l'heure actuelle, sans tenir compte du Xinjiang pour lequel aucune statistique fiable ne peut être mentionnée, les états d'Asie centrale se classent aux rangs mondiaux suivants pour la production de matières premières:

	Coton	Cuivre	Zinc	Manganèse	Argent	Aluminium	Or	Divers
Kazakhstan		3ème	4ème	5ème	6ème		8ème	
Kirguizie								
Ouzbékistan	4ème	11ème	12ème					Zinc, tungstène, molybdène

Tadjikistan						3 ^{ème} CEI		Lapis-lazuli mercure tungstène
Turkménistan	6 ^{ème}							

Malgré toutes ces richesses, l'atout majeur de l'Asie centrale réside désormais dans ses réserves énergétiques, gaz naturel et pétrole.

Le Xinjiang est la principale région productrice de pétrole et de gaz dans la république populaire de Chine (RPC), notamment grâce aux gisements de Karamaï et de Baikouquan situés dans la dépression de Dzoungarie, ainsi que grâce à ceux, plus dispersés, du Tarim.

En 1994 ils ont produit 11 500 000 de pétrole brut et représenteraient presque 80% des réserves nationales connues (l'autre grande région pétrolifère, située au nord-est de la Chine dans la région de Daqing, montre des signes d'épuisement).

Des centres pétroliers régionaux ont été ouverts pour traiter ces ressources dans le cadre de la région autonome du Xinjiang. Cette exploitation ne peut cependant être rentable que dans le cadre du marché local, ou au mieux du marché représenté par l'ensemble de la Chine intérieure. En effet la localisation des gisements et leur éloignement de tout centre de consommation, ainsi que les difficultés qui hypothèquent la construction d'oléoducs destinés à l'exportation (instabilité politique des états de la région, environnement orographique du Xinjiang) limitent quelque peu l'intérêt immédiat de ces ressources.

Côté nouveaux états, si les mêmes problèmes de production et d'exportation sont constatés, les réserves n'en sont pas moins considérables. 6 milliards de tonnes de pétrole seraient stockées au Kazakhstan (9^{èmes} réserves mondiales) alors que le Turkménistan est le quatrième producteur de gaz naturel au monde. Dans le domaine énergétique toujours, le Kazakhstan possède des gisements de charbon considérables : 112 millions de tonnes produites en 1993, 50 milliards de tonnes en réserve. La Russie dont les industries lourdes de l'Oural se sont alimentées à cette source du temps de l'URSS ne peut s'en désintéresser.

Par ces aspects, l'Asie centrale est donc une région dont le contrôle offre un intérêt intrinsèque. Ils ne sauraient suffire cependant à expliquer la persistance avec laquelle la Chine depuis deux millénaires, la Russie depuis deux siècles l'ont englobée dans leurs dispositifs géopolitiques. Pour mieux éclairer cette continuité il convient de rappeler quelles ont été les constantes de ces dispositifs jusqu'à l'époque moderne.

B - Deux approches historiques pour une même expression de puissance

L'instabilité chronique de la région en a fait très tôt un sujet d'intérêt pour l'empire chinois dont l'expansion a été cependant contenue à partir du VIII^{ème} siècle par la poussée musulmane (751 : bataille de la rivière Talas), avant qu'au XVIII^{ème} siècle de nouveaux acteurs, les empires russe et britannique, ne viennent lui faire pièce. Au XX^{ème} siècle la rivalité entre Russie (puis URSS) d'un côté et Chine de l'autre a conservé toute son ampleur, les rapprochements idéologiques n'effaçant pas les facteurs géostratégiques qui justifiaient leur intervention dans la zone.

1 – Les dispositifs géopolitiques chinois: flux et reflux

Les rapports de la Chine avec l'Asie centrale ne peuvent être appréhendés que dans le cadre plus vaste des relations que le pouvoir impérial a entretenues pendant vingt siècles avec l'ensemble des contrées " barbares " qui l'entouraient.

Le processus géopolitique chinois a connu jusqu'au XVIII^{ème} siècle deux constantes : une expansion territoriale et démographique du berceau chinois au Nord (Ordos : boucle du fleuve Jaune) en direction du Sud (fleuve Bleu puis mer de Chine méridionale), qui aboutit à la constitution des dix-huit provinces, qui sont aujourd'hui encore la Chine proprement dite, le pays des *Han*. En parallèle, une politique alternativement défensive et offensive en direction des peuples le plus souvent nomades qui bordent la Chine au nord-est (Mandchourie) au Nord (Mongolie) au Nord-est (Turkestan) à l'Est (Gansu) et au sud-ouest (Tibet).

Cette dernière politique, basée sur des raids et des déclarations d'allégeance réciproques en fonction des rapports de force du moment, n'a fait place que récemment à une expansion territoriale plus classique de la Chine vers ces contrées. Citons une fois encore M. THUAL : " Pour apprécier la situation actuelle, il faut remonter au XVIII^{ème} siècle. A cette époque, sous l'effet d'une forte poussée démographique, la Chine commence à se dilater territorialement et incorpore à son empire traditionnel une immense zone qui, de la Mandchourie à la Mongolie, au Turkestan, aujourd'hui appelé Xinjiang, et au Tibet, lui permettra de doubler sa superficie ". C'est alors que la Chine place définitivement, de son point de vue, dans son orbite ces territoires, et c'est ce mouvement d'expansion qui sert aujourd'hui de support à ses revendications concernant le Tibet.

Encore faut-il ajouter que l'expansion démographique, après être longtemps restée interdite pour des raisons politiques (respecter l'apparence d'autonomie conservée par les peuples annexés), n'a ensuite été encouragée par le pouvoir central qu'en direction de la Mandchourie et des provinces du nord-est et non vers l'intérieur des terres.

Ces constantes géopolitiques ont été observées par tous les titulaires du pouvoir central lorsqu'ils en ont eu les moyens, qu'ils appartiennent aux dynasties han, mongole, ou mandchoue. Cependant, la suzeraineté chinoise telle qu'elle s'est exprimée traditionnellement (et jusqu'à il y a une trentaine d'années) sur les peuples nomades, par le versement de tributs, contient en germe deux types de problèmes : s'exerçant plus sur des populations que sur des territoires bornés, elle inclut virtuellement les espaces libres parcourus à longueur d'année par ces peuples et leurs troupeaux; de plus, ces limites virtuelles sont fixées unilatéralement par le pouvoir impérial, qui pendant longtemps, en tant qu'empire du Milieu seul et unique état civilisé, ne considérera aucun état comme *alter ego* digne de négocier une frontière tracée.

C'est cette double conception de la suzeraineté, très différente de la tradition de bornage des frontières exportée par l'Occident dans le monde entier qui donnera plus tard naissance aux contestations frontalières entre la Chine d'un côté, la Russie, l'Inde et le Pakistan, de l'autre et qui alimentera en partie le ressentiment de la Chine contre les " traités inégaux " du XIXème siècle.

Ce phénomène a été étudié en détail par Michel FOUCHER dans son ouvrage "*Fronts et frontières*" (éditions Fayard, 1988, p. 286-296). Il est à l'origine de la thèse de M. COUTAU-BEGARIE, selon qui tout territoire qui a été ne serait-ce qu'une seule fois soumis à la Chine soit éternellement revendiqué par Beijing.

Peut-on discuter cette thèse ? Oui, si l'on veut bien admettre que le pouvoir chinois a su assimiler entre temps le principe des traités internationaux fixant des frontières tracées, et qu'il a appris à en négocier depuis le début des années 1960 avec plusieurs pays frontaliers (Birmanie, Pakistan). Il semblerait alors que la contestation par Beijing des traités inégaux, donc illégaux, ne vise pas tant à recouvrer des territoires perdus (par exemple 2,5 millions de km² au profit de la Russie entre 1800 et 1860) qu'à signer sur une base d'égalité des traités bilatéraux chargés d'effacer la honte des anciens.

Pour conclure sur ce point, on peut considérer que les dispositifs géopolitiques successifs de la Chine, jusqu'au XXème siècle, s'ils ont accordé une place de premier plan à l'Asie centrale, le plus souvent sous forme d'un glacis stratégique à occuper pour neutraliser des adversaires plus puissants (peuples de Mongolie, musulmans, tibétains puis russes), n'ont su que ponctuellement arriver à leurs fins: sous la dynastie Han de 70 à 60 avant J.C., sous les T'ang de 630 à 751, puis sous l'empire mandchou des Qing (1757 : annexion du Xinjiang). Hors de ces périodes, il est certain par contre que les empereurs de Chine ont privilégié toutes les solutions assurant la stabilité de la région, et qu'ils y ont finalement perdu moins de terrain que sur leurs autres frontières.

Aujourd'hui, ce processus paraît avoir été abandonné, et la consolidation des frontières terrestres semble avoir laissé place au développement de la façade maritime, ce qui représente pour le pays un changement géopolitique majeur (voir ci-dessous chapitre III § D-3).

2 - L'expansion russe, une dilatation continue dans un espace vide.

A la différence de la Chine, la Russie n'a englobé l'Asie centrale dans ses plans d'expansion qu'assez récemment.

La progression territoriale russe, débutant en 1502 après que le joug de la Horde d'Or ait été brisé, s'est effectuée en priorité vers deux directions : vers l'Est, à partir du XVI^{ème} siècle, les bandes de Cosaques appointées par le Tsar se sont aventurées sans rencontrer d'opposition organisée jusqu'à l'océan Pacifique atteint en 1631. La colonisation de cet axe par des populations d'origine européenne a débuté dans la foulée, et a été menée plus vigoureusement en Extrême-Orient que dans les espaces sibériens intermédiaires, ce qui explique la densité de population assez importante aujourd'hui dans les alentours de Khabarovsk. Parallèlement, la marche vers le Sud en direction de la mer Noire, se heurtant à la présence locale de khanats d'origine mongole, islamisés et tributaires des sultans ottomans, a été beaucoup plus difficile. Commencée à la même époque, elle ne s'est achevée qu'à la fin du XVIII^{ème} siècle.

C'est seulement de ce même XVIII^{ème} siècle que l'on peut dater l'expansion vers le Sud-est en direction de l'Asie centrale, et peut-être des Indes, si tant est que l'on accorde du crédit à l'épisode de l'entrevue de Tilsitt au cours de laquelle Napoléon aurait fait partager au Tsar Alexandre I^{er} son rêve d'affaiblir la puissance anglaise dans sa colonie la plus riche. Dès lors l'avancée russe s'effectue en forme de croissant en direction de l'empire de Chine, les deux pointes en étant constituées par sa progression vers l'Afghanistan et vers la Mandchourie.

En Asie centrale, la conquête russe qui s'étale entre 1747 et 1895 s'empare facilement des steppes kazakhes puis des émirats indépendants de Boukhara, Khiva et Kokand (annexés ou placés sous protectorat), plus difficilement des terres montagneuses du Tadjikistan. Toutefois, à partir des années 1850, la puissance russe se heurte à un adversaire d'une toute autre dimension : à force d'expansion, son domaine touche directement à la zone d'influence britannique. Cette dernière, en lui imposant par des manœuvres diplomatiques (le " grand jeu ") la création d'un état tampon, l'Afghanistan, va lui donner un coup d'arrêt qui a longtemps passé pour décisif, avant que le pouvoir soviétique n'intervienne dans ce dernier pays en 1979.

En Extrême-Orient, la Russie connaîtra pendant quelques décennies une phase d'expansion remarquable aux dépens de la Chine (annexion de la province d'Extrême-Orient en 1858, de Vladivostok en 1860) mais subira quelques années plus tard un échec cuisant en Mandchourie face à la puissance montante du Japon (batailles navales de Tsushima et de Port-Arthur et terrestres du Yalu et de Moukden en 1904 -1905). Ceci mettra un terme à ses ambitions territoriales.

Compte tenu des rapports de force, la Russie ne peut dès lors plus s'étendre qu'entre ces deux pôles de résistance, vers le Turkestan chinois et les territoires mongols, ce qu'elle va essayer de faire jusqu'à l'avènement du communisme en Chine en 1949. Elle remporte un succès politique inespéré en installant dès 1921 la première république socialiste soeur en Mongolie, mais ne pourra pousser son avantage au Turkestan : inquiète de la montée en puissance japonaise en Extrême-Orient, l'URSS doit s'efforcer de se concilier l'appui ou tout au moins la neutralité de la Chine et ne peut par conséquent empiéter sur ses possessions. .

L'expansion contemporaine russe puis soviétique dans la région obéit à deux soucis géostratégiques : l'accès aux eaux ouvertes de l'océan Indien tout d'abord, puis, à partir du divorce entre l'URSS de Kroutchev et la Chine de Mao-Tse-Toung en 1956, l'encerclement de ce pays. Dans cette dernière optique, l'Asie centrale n'est qu'un relais en direction de l'Afghanistan (où l'URSS a connu une politique très active bien avant l'arrivée de communistes afghans au pouvoir) et de l'Inde, dont la rivalité militaire malheureuse avec la Chine au sujet du Tibet fait depuis les années 1960 un allié objectif de Moscou.

Le recul russe dans la région à partir de 1991 n'est pas dû à un quelconque activisme musulman. Ce n'est qu'un contrecoup des luttes entre factions moscovites : à la différence des pays Baltes, les républiques socialistes soviétiques de la région seront restées, si ce n'est fidèles de cœur au pouvoir central, du moins dans une prudente expectative jusqu'à ce que la disparition de l'URSS décrétée à Moscou ne se traduise pour elles par une indépendance à laquelle elles n'avaient pas été préparées.

II. La confrontation russo-chinoise

1. Des relations compliquées

Les relations diplomatiques entre Chine et Russie sont anciennes: les traités bilatéraux de NERJINSK (1639) et de KIATKA (1727) sont les premiers traités de délimitation frontalière signés par la Chine, sous l'influence des Jésuites bien implantés à la cour impériale.

1. La position russe s'est constamment placée sous le signe de l'expansion territoriale aux dépens de la Chine. Les seuls freins apportés à cette expansion ont été la nécessité pour Saint-Petersbourg puis Moscou de se

concilier par moments l'appui diplomatique de la Chine face à des interlocuteurs plus dangereux : Japon de l'ère Meiji, Etats-Unis pendant les débuts de la guerre froide. L'avènement du communisme en Chine en 1949 a laissé croire au triomphe de l'amitié idéologique sur les rivalités stratégiques. Cette illusion n'a pas duré.

2. La période 1850-1940
3. De 1850 à 1949, la Russie puis l'URSS ont progressé par bonds successifs aux dépens de l'aire d'influence chinoise. Assujettissement des khans kazakhs tributaires de Beijing, annexion du Pamir, de la province de Krasnovodsk, de celle de Vladivostok : 2,5 millions de km² ont ainsi été absorbés par la Russie au XIX^{ème} siècle. Son protectorat en Mandchourie (1900-1905) n'a échoué qu'en raison de la guerre perdue contre le Japon.
4. Une seconde période charnière peut être située entre 1921 et 1945 : après la reprise en main de ses possessions du Turkestan, l'URSS impose un gouvernement bolchevique en Mongolie extérieure devançant une annexion par la Chine. L'influence russe au Xinjiang s'affirme pendant la deuxième guerre mondiale, période au cours de laquelle les musulmans ouïghours proclament l'indépendance du Turkestan oriental (1941-1945).
5. Cette période a été propice aux déplacements des populations locales du Turkestan occidental vers l'oriental et réciproquement. Ces mouvements venaient en réaction aux vagues de répression qui étaient orchestrées par l'un des deux pouvoirs centraux dès que surgissaient des revendications appuyées (1877 : révolte de Yakub-Beg en Kashgarie chinoise, 1916 : révolte des Kazakhs soviétiques, 1919-1920 : contrecoup de la résistance à la révolution bolchevique). Ils répondaient aussi à des besoins économiques régionaux et dans ce cas s'opéraient avec l'accord des deux puissances. Ce fut notamment le cas pour les centaines de milliers de ouïghours quittant le Xinjiang entre les années 1925 et 1962 pour trouver du travail, dans un premier temps dans les champs de coton du Ferghana soviétique, puis aussi loin qu'au Turkménistan. A cette époque l'URSS connaissait une pénurie de main d'œuvre et la Chine cherchait à loger les migrants chinois de la colonisation intérieure imposée au Xinjiang.
- 6.
7. Le conflit sino-soviétique: l'idéologie, vainqueur puis victime de la géopolitique.

8. L'avènement de Mao-Tsé-Toung en Chine en 1949 se traduit par un renforcement des liens avec l'URSS tout au moins dans un premier temps. Les techniciens soviétiques viennent aider à construire une industrie lourde moderne, mais progressivement leur présence se fait pesante et Beijing y voit la volonté de contrôler son développement. En parallèle, Moscou s'aperçoit rapidement que la Chine n'a pas l'intention de lui laisser le leadership du monde communiste, notamment auprès des états du tiers-monde. La fracture idéologique s'élargit avec la révision soviétique post-stalinienne en 1956. La doctrine politique chinoise valide cette rupture en mettant sur un pied d'égalité l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Sur un plan stratégique, le bloc communiste euro-asiatique fait place à deux ensembles aux logiques contraires : l'URSS ne peut plus compter sur la Chine pour lui fournir un accès aux mers chaudes et pousse son avantage auprès d'états voisins : Inde, Vietnam. La Chine perçoit ce mouvement comme une tentative d'encerclement et met en place une contre-stratégie : soutien au Pakistan et au Cambodge. A partir de cette rupture, la frontière entre les deux pays est progressivement stérilisée, fermée physiquement, en grande partie à cause de l'activisme des consulats soviétiques au Xinjiang : construction d'une clôture et fermeture à l'initiative de Beijing des quelques points de passage subsistants en 1962. Par suite, les deux Turkestan, pendant des siècles lieu de passage, se transforment en cul-de-sac pour leurs populations.

9. Minorités nationales: deux politiques opposées

1. URSS : la quête de l' "*homo sovieticus* "

La mainmise russe sur l'Asie centrale s'est effectuée de façon hétérogène, en deux cycles correspondant aux périodes tsariste et communiste. Le premier, qui visait à développer une économie " coloniale " (seule la continuité territoriale distinguant ce type de colonie de celui exploité par les autres pays européens) au profit de la métropole, a tourné court.

Le second dont les ambitions initiales étaient de forger les institutions permettant l'enracinement social du communisme, s'est peu à peu sclérosé.

La politique de nationalités inaugurée par Staline dans les années 1920 a abouti à la création de cinq républiques socialistes fédératives sur des bases territoriales et ethniques qui n'ont jamais reflété la réalité : l'assise territoriale n'a pas cessé de fluctuer en fonction des retouches sans cesse apportées aux frontières internes, l'état a simplifié la carte administrative des langues et des ethnies en imposant un choix limité de nationalités à ses citoyens. Le but recherché était de détacher l'homme de ses cadres de référence traditionnels pour le façonner en *homo sovieticus* grâce à de nouvelles structures culturelles et sociales. Ce faisant, les groupes de solidarité traditionnels se sont simplement recomposés dans le cadre des institutions soviétiques : les kolkhozes ont remplacé les tribus, les factions des P.C. locaux se sont construites sur une base clanique, l'identité ethnique s'est fixée autour des critères déterminés par l'anthropologie soviétique. Au retour de l'indépendance, les détenteurs du pouvoir n'ont eu qu'à utiliser ces nouveaux cadres pour développer un nationalisme turkmène ou ouzbek qui n'avait jamais existé avant la domination soviétique.

2. Chine: une assimilation patiente

Le gouvernement chinois n'a quant à lui jamais dévié de sa politique centralisatrice. A l'époque impériale, les territoires périphériques étaient soumis à l'autorité de gouverneurs qui, en fonction de la vigueur manifestée par le gouvernement central, exerçaient le pouvoir en son nom à leur propre profit. Sous l'ère républicaine ouverte en 1911, la Chine a été réorganisée en provinces (zones centrales dominées démographiquement et culturellement par l'ethnie han) et régions autonomes (zones frontalières récemment acquises, faiblement peuplées, en majorité de peuples indigènes, dont les tibétains, les mongols et les ouïghours).

La seule autonomie accordée à ces régions autonomes a été limitée aux domaines culturels et administratifs. Il n'a jamais été question de construire un système fédéral suivant le modèle suivi en Union Soviétique. S'inscrivant dans le long terme, la stratégie de Beijing a consisté à favoriser les mouvements migratoires de chinois de souche vers ces terres nouvelles. Commencée dès les années 1920, accélérée par le pouvoir communiste, cette politique produit désormais ses fruits: la Mandchourie est peuplée à 96% de chinois (les mandchous s'étant assez tôt assimilés d'eux mêmes à une Chine qu'ils avaient conquise en 1644), la Mongolie intérieure comprend 3,5 millions de mongols pour 6 millions de chinois (là où la Mongolie indépendante ne possède que 1,5 millions d'habitants) et au Xinjiang, colonisé plus récemment, les han atteignent désormais la barre des 50% face à l'ensemble des peuples minoritaires de la région autonome.

A titre d'exemple, la politique de développement des ressources pétrolières du Xinjiang obéit en partie à ces critères politiques: l'installation d'un centre pétrolier suscite toujours la création d'un centre de population han et nécessite la garantie d'une certaine sécurité politique. Aujourd'hui, les gisements les plus anciens, au Nord du Xinjiang, sont au centre

d'une zone peuplée en majorité de chinois émigrés. Par contre, dans le Tarim où le pourcentage de population autochtone est plus élevé (et l'agitation séparatiste plus active), les investissements de l'état sont moindres.

Dans ces conditions, la situation des minorités ethniques chinoises ne peut manquer d'être résolue par dilution au cours des 30 années à venir, sans qu'aucun état tiers ne puisse s'y opposer.

C. Dispositifs militaires

Les dispositifs militaires de l'URSS puis de la Russie et de la Chine populaire soulignent combien l'importance stratégique de l'Asie centrale doit être relativisée par rapport à la situation prévalant sur la totalité des frontières terrestres séparant les deux pays. Ces dispositifs militaires peuvent être étudiés en premier lieu à travers les ordres de bataille. On peut y adjoindre l'étude des doctrines de défense telles qu'elles sont affichées par les hauts responsables des deux pays, voire les priorités affichées en matière d'équipement et d'organisation des forces. Sans être explicites ces deux éléments sont révélateurs des priorités stratégiques de chacun.

Pour être exhaustif, ce travail devrait concerner également l'étude des postures des dites forces, travail qui ressort plus du domaine du renseignement militaire et ne sera pas, faute de documentation fiable, évoqué ici.

1 – Un maillon faible du dispositif des forces

Le dispositif militaire des deux pays privilégie incontestablement la frontière entre les provinces nord-est de la Chine et la province maritime russe.

C'est ce qui ressortait déjà des données exposées dans un chapitre entier de son livre " Fronts et frontières " déjà cité, par Michel FOUCHER qui s'est livré à l'examen des ordres de bataille russo-mongol et chinois sur l'ensemble de leur frontière commune de 1986, qui atteignait à l'époque 12000 kilomètres. A l'époque les armées chinoises massaient 300 000 homes en Mandchourie face à 350 000 russes, 700 000 hommes autour de Beijing contre 400

000 répartis en Mongolie et en Sibérie, et 130 000 pour couvrir les frontières entre la Birmanie et la Mongolie, frontières moins accessibles il est vrai.

Quelques années plus tard, il est possible au travers de la revue des forces présentée par la revue annuelle " Military Balance " de 1997 de constater que le déséquilibre géographique Est-Ouest entre les forces armées des deux pays s'est encore accru au profit de l'Est, la raison principale sautant aux yeux sur une carte du continent: en trouvant ou retrouvant un statut d'état-tampon, la Mongolie et le Kazakhstan éloignent tout risque d'affrontement direct entre Russie et Chine dans le Turkestan.

Quels sont donc ces dispositifs en 1997?

La Russie concentre 5600 chars dans la région militaire d'Extrême-Orient (Khabarovsk), soit 25% de plus que dans les deux régions militaires de Sibérie et du Transbaïkal sur une distance frontalière deux fois moindre. Face à ce dispositif, la Chine, dont le concept d'armée populaire de libération reste essentiellement défensif malgré les efforts de modernisation, aligne en 1998 onze groupes d'armées (42 divisions) dans les régions militaires de Shenyang et de Beijing, pour 2 groupes d'armées soit 12 divisions dans la région militaire de Langzhou, dont le Xinjiang n'est qu'une partie.

La partie militaire se joue donc bien plus en Extrême-Orient qu'en Asie centrale, pour plusieurs raisons: importance stratégique de l'accès à l'océan pacifique pour la Russie, importance industrielle des provinces du nord-est chinois (Heilongjiang, Jilin, Liaoning), proximité frontalière de Beijing (500 km jusqu'à la frontière mongole, ce qui prend toute son importance quand on se rappelle que la Mongolie, satellite de l'URSS, accueillait jusqu'en 1995 six divisions blindées russes le long de la voie ferrée stratégique Irkoutsk-OulanBator-Beijing, constituant ainsi comme le port d'Anvers pour l'Angleterre de William PITT, " un pistolet braqué sur le coeur du pays ".

Les accords de défense et la coopération militaire russe instaurés avec ses anciennes républiques soviétiques ne compensent pas son recul par rapport à la frontière chinoise, malgré le maintien de 12000 hommes au Tadjikistan et de 48 missiles stratégiques intercontinentaux SS18 (désarmés) au Kazakhstan.

2 – Un rôle stratégique limité

Toutefois la répartition des forces militaires ne saurait à elle seule refléter un rapport de force stratégique, il convient d'y ajouter des éléments moins faciles à localiser en raison de leur aspect confidentiel: les sites balistiques nucléaires et les polygones d'essais balistiques, spatiaux et nucléaires. La logique des espaces vides opérant, on retrouve ainsi dans les zones

frontalières certains des polygones de tir les plus connus des deux pays (Baïkonour, dont la Russie loue aujourd'hui l'utilisation au Kazakhstan, Lob-Nor au Xinjiang), les sites de missiles stratégiques étant situés plus à l'intérieur des terres.

A côté de ces dispositifs militaires, les doctrines de défense ne privilégient pas non plus particulièrement la protection des intérêts nationaux présents dans la région.

Côté russe, la doctrine militaire a développé en 1993 face à la création d'armées nationales au sein des états de la CEI la notion d'"étranger proche" périmètre dans lequel la Russie serait le protecteur des autres états (sans qu'il soit précisé que ces états soient ceux de la CEI ou toutes les ex-RSS). Cette doctrine inclut les pays d'Asie centrale mais ne se polarise plus sur eux, donnant ainsi l'impression que Moscou accorde moins d'importance au traité de Tachkent de 1992 qui finalisait une première série d'accords de défense dans la région. En 1996, un document russe relatif à la sécurité nationale définit trois types de menaces: intérieure, aux frontières immédiates, islamique. Tout semble donc montrer que faute de moyens, la Russie se résout à réduire le périmètre de sa présence militaire effective tout en réclamant à titre préventif un droit de regard sur ces anciens territoires fédéraux devenus "étranger proche" en 1991, l'essentiel des efforts militaires visant à préserver la stabilité intérieure de la Russie et la plus grande partie des efforts diplomatiques à limiter les succès rencontrés par l'OTAN.

Par opposition, la doctrine militaire de la Chine face à l'URSS n'a jamais dépassé le stade défensif, restant basée malgré le développement d'un programme nucléaire et balistique sur le principe de l'Armée Populaire de Libération (APL). Cette dernière, malgré les objectifs de modernisation fixés (essentiellement en termes d'organisation) ne profite pas des efforts budgétaires du gouvernement chinois. En conséquence elle doit limiter ses choix à la couverture de son territoire, restant confiante dans la protection qu'assure la profondeur de son territoire (4^{ème} superficie mondiale) et sa population. La Chine effectue régulièrement des achats de matériel auprès de la Russie, achats qui seraient incompatibles avec une quelconque possibilité de confrontation militaire.

III - Après la chute de l'URSS: problématique d'une nouvelle donne régionale

La désagrégation de l'URSS s'est traduite par l'apparition de cinq nouveaux états en Asie centrale : le Kazakhstan, le Tadjikistan, la Kirguizie, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. L'accès à l'indépendance de ces cinq ex-républiques socialistes soviétiques, s'il n'a de conséquence directe que pour la Russie, ouvre un potentiel d'interactions géopolitiques entre tous les acteurs régionaux, au premier rang desquels la Chine.

1. Les limites de la Russie

1. L'objectif de la Russie

Les nouveaux dirigeants russes, liquidant l'URSS pour mieux assurer leur pouvoir en Russie même, ont offert à toutes les ex-républiques socialistes une indépendance inscrite dans la Constitution de 1977. Par là-même il leur a fallu composer avec les nouveaux dirigeants désireux à la fois de stabiliser leur pouvoir en s'assurant une sortie contrôlée du monde socialiste et de cimenter l'unité nationale toute fraîche. Malgré son recul, la Russie possède donc toujours des atouts dans la région, du moins à moyen terme.

L'objectif de la Russie consiste essentiellement à limiter les conséquences de son recul territorial et à préserver l'avenir, le temps que sa propre situation interne se rétablisse – hypothèse actuellement hasardeuse. Elle possède pour cela un certain nombre de cartes politiques (présence de nombreuses minorités russes dans les nouveaux états) et stratégiques (signature d'accords de défense dans le cadre de la CEI, maintien de missiles balistiques intercontinentaux dénucléarisés et d'une base spatiale sous contrôle russe au Kazakhstan). Au besoin, Moscou garde les moyens d'entretenir l'instabilité politique dans certains de ces états, ce qui lui permet d'appliquer les accords de défense signés, comme c'est aujourd'hui le cas au Tadjikistan.

2. Le manque de moyens russe

Mais la Russie semble éprouver des difficultés à passer d'une stratégie de domination telle qu'elle l'avait élaborée sous l'ère communiste à une stratégie d'influence moins directe. Ceci est principalement lié à son manque de moyens financiers. Face aux besoins économiques exprimés par ces nouveaux états, notamment en termes d'infrastructures et de formation, la Russie ne peut faire pièce aux offres publiques ou privées venant des Etats-Unis, d'Europe occidentale, de Turquie, du Moyen-Orient et à un degré moindre de Chine et du Japon. Ce déséquilibre est renforcé par la volonté de diversification des partenariats affichée par les nouveaux états et par les propres besoins financiers de l'état russe..

3. Une diplomatie contre-productive

En parallèle , il faut noter un certain illogisme dans l'attitude diplomatique de Moscou au sein de la région : sur le plan économique, cela s'est traduit par la sortie de la zone rouble, à leur corps défendant, de ces pays en 1994 ainsi que par la tentative d'imposer des contrats léonins en matière d'exportation de matières premières –en premier lieu les hydrocarbures- via la Russie, vers laquelle convergent encore la plupart des infrastructures (routes, voies ferrées, gazoducs et oléoducs). Cette attitude peu conciliante ne peut que se révéler contre-productive.

4. D'autres priorités

Elle ne peut s'expliquer que par l'ampleur des problèmes affrontés simultanément par la Russie. A ce titre il semble bien que l'Asie centrale ne soit que l'un des soucis secondaires du gouvernement russe à l'heure actuelle, au regard de l'ampleur de ses difficultés internes (financières, économiques, criminelles, politiques) et du défi diplomatique représenté par l'expansion de l'OTAN dans toute l'Europe centrale et orientale. Il est symptomatique que la Russie manifeste beaucoup plus de réticences envers la pénétration américaine dans les pays Baltes ou en Ukraine que vis à vis de la même percée effectuée en Ouzbékistan.

C'est bien cet ordre de priorité qui apparaît aujourd'hui dans la doctrine militaire russe, tel qu'elle a été exposée *supra*.

B - Les nouveaux états

Comme cela a déjà été évoqué, la situation des nouveaux états est délicate : il leur faut à la fois consolider leur identité nationale – voire, pour leurs dirigeants, leur pouvoir personnel - se prémunir contre toute agression extérieure ou tout risque de déstabilisation interne et assurer leur développement économique. Le tout passe par un dosage savant de rapprochements bilatéraux et d'adhésion à divers ensembles supranationaux. Dans tous les cas il est difficile à ces cinq pays de faire abstraction de la Russie et de la Chine, qui maîtrisent deux de leurs trois axes naturels de désenclavement. Il existe aussi un doute quant à la politique que suivront les plus puissantes d'entre ces nouvelles nations vis à vis des plus faibles.

1. L'interrogation politique initiale

Les premières années de l'indépendance ont paru dominées par une interrogation politique : se dirigeait-on vers le renforcement identitaire de ces pays devenus états avant que d'être nations, ou les verrait-on au contraire se fondre dans l'une des identités collectives dont les mythes renaissaient par la même occasion : panturquisme, pantouranisme, panislamisme, regroupés sous l'appellation générique de *panismes* ?

Cette interrogation paraît déjà s'estomper, même s'il est encore un peu tôt pour apporter des réponses définitives.

L'Iran est mal placé pour augmenter sa zone d'influence : il affiche une obédience chiïte, ce qui est rédhibitoire aux yeux de la majorité sunnite qui existe dans les nouveaux états (L'Islam sunnite ayant toujours considéré le chiïsme comme une hérésie et ayant cantonné ses adeptes à la frange sociale la plus déshéritée). La population d'origine persane – ou tadjike – d'Asie centrale a diminué au cours des siècles et a largement été remplacée par des souches d'origine turcophone, ce qui supprime toute possibilité d'influence culturelle, mis à part dans le petit Tadjikistan. Sur le plan économique enfin, l'Iran est victime de l'embargo américain qui l'empêche d'offrir des possibilités de développement attractives aux nouveaux états.

Parallèlement, il semble que l'influence turque soit moindre que ne l'espérait Ankara. En effet, là où la Turquie s'imaginait en intermédiaire et en interprète des nouveaux états turcophones vis-à-vis du monde occidental, ce qui lui offrait une alternative à l'intégration européenne, ces mêmes états paraissent préférer les contacts directs bilatéraux, au moins sur les plans politiques et économique. Il reste que culturellement, la Turquie est la puissance régionale qui a le plus d'analogies avec l'Asie centrale ex-soviétique, et qu'elle offre le modèle tentant d'un état islamisé laïc et nationaliste.

A contrario, l'influence islamique sunnite soutenue par l'Arabie saoudite et le Pakistan, via l'Afghanistan soumis au pouvoir des talibans, paraît encore à même de s'accroître dans la région, ne serait-ce qu'en raison des intérêts économiques qui y sont – peut-être momentanément – liés.

2. Des états devenus des nations

Il semble bien toutefois que domine chez l'ensemble des gouvernants locaux le désir de consolider les identités nationales. Ils bénéficient pour cela de l'héritage socialiste. Comme l'a bien montré Michel ROY dans son ouvrage "*La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*" (éditions SEUIL 1997), si aucun sentiment national n'existait dans la région antérieurement à l'irruption russe du XIX^{ème} siècle (les populations étant inextricablement mêlées depuis plusieurs siècles), en trois générations le pouvoir communiste, à des fins de politique intérieure, a créé artificiellement les structures politiques, sociales et culturelles suffisantes pour que la majorité des populations s'y reconnaisse. Investies par les élites locales à l'époque du communisme, elles leur permettent aujourd'hui d'assurer la continuité du pouvoir sous d'autres oripeaux. Il est symptomatique de constater que les premières décisions prises après l'indépendance ont été relatives aux emblèmes de la nation : drapeau, hymne, devise.

Ce renforcement est toutefois source de dangers car les jeunes nationalisés ont parfois tendance à se mesurer les uns aux autres. A ce titre, l'Ouzbékistan, fort de sa démographie et de son économie plus développée, fait déjà office de puissance régionale. Conscients du risque, les dirigeants régionaux cherchent à garantir la stabilité nationale en concluant entre eux et avec des états tiers des accords multipartites. Surtout, ils paraissent désireux de développer le secteur économique. Même si leur passé d'apparatchiks communistes ne les rend pas toujours crédibles sur ce plan, ils paraissent convaincus que ce développement ne peut passer que par le désenclavement de la région.

Certains segments de ce programme de désenclavement sont déjà réalisés : ainsi des jonctions ferroviaires avec l'Iran et plus encore avec la Chine, dont le raccordement du réseau en 1992 entre Urumqi et Almaty a permis l'achèvement de la liaison " Mer du Nord-Mer de Chine " (dont l'intérêt économique réside pour l'instant surtout dans les échanges régionaux Kazakhstan-Xinjiang). Mais les plus importantes, celles qui autoriseraient l'exportation d'hydrocarbures vers les pays consommateurs, restent en suspens faute d'une stabilité politique suffisante ou d'accords entre pays concernés : axe Afghanistan-Pakistan, axe Iran-Golfe persique, ou Iran-Turquie ? Les options russes ou chinoises paraissent plus aléatoires, pour les raisons d'éloignement développées ci dessous.

D'une façon générale, les choix locaux sont les suivants : maintien d'un pouvoir central fort au plan interne, diversification des contacts sur le plan extérieur. En ce sens, la nouvelle situation offre des ouvertures à la Chine, même si celle-ci peut également en attendre quelques inconvénients politiques comme le montre la contagion indépendantiste qui s'étend au Xinjiang (voir ci-dessous).

Economiquement les cinq états ne sont pas égaux. Kirghizie et Tadjikistan, enclavés dans les massifs montagneux du Pamir et de l'Indu Kuch, n'ont que

peu de ressources naturelles à faire valoir. Les trois états de steppes et de déserts possèdent un potentiel largement supérieur, que la meilleure qualité de leurs axes de communications renforce encore. Cependant, alors que leur développement passe par l'exportation de leurs matières premières, ils doivent affronter un problème d'enclavement commun. Symbolique de ces difficultés, l'Ouzbékistan est ainsi le seul état au monde qui soit séparé de toute mer ouverte par au moins deux frontières internationales.

3. Le besoin de protection

Dans cette situation, les nouveaux états ressentent un puissant besoin de protection, conscients qu'ils sont de leur incapacité à développer de front leur économie et leur sécurité. Aucune cohérence n'a pu se dégager jusqu'ici des solutions choisies par leurs gouvernants, mis à part le rejet d'un adossement à la Chine ou aux pays islamisés. Le Turkménistan fait cavalier seul, sous la direction quelque peu " illuminée " de son dirigeant. L'Ouzbekistan s'est résolument tourné depuis 1994 vers les Etats-Unis (formation des cadres militaires, assistance technique, manœuvres internationales) et à un moindre degré vers la Turquie. A contrario, les trois autres états ne peuvent se dégager sans inconvénients immédiats de la tutelle russe. La stabilité du gouvernement tadjik repose sur les 30000 militaires russes qui assurent le contrôle de la frontière avec l'Afghanistan, où transitent les opposants islamistes. La Kirguizie a signé des accords de défense avec la Russie dans le cadre de la CEI. L'encadrement de ses troupes est donc assuré par des cadres russes. C'est en partie également le cas du Kazakhstan, qui possède cependant quelques atouts dans son dialogue avec le " grand frère " russe : présence réciproque de minorités aux marges de leur frontière commune, gage financier de la base de Baïkonour.

C - La question musulmane

L'Asie centrale est une ancienne terre d'Islam, convertie en grande partie dès la première expansion musulmane dans les deux siècles ayant suivi l'Hégire (712 : prise de Samarkand par les Arabes) . Cependant, conséquence du brassage ambiant, cette religion n'a pas réussi à en éliminer totalement d'autres qui se sont développées dans la région à partir de la même époque : après avoir été en faveur à la cour des *Kaghans* mongols, le nestorianisme ne s'est éteint qu'au XVIème siècle, au moment même où les tribus de souche mongole se convertissent au bouddhisme tibétain.

L'islam lui-même s'est rapidement scindé en plusieurs rites, dont les plus importants aujourd'hui sont le sunnisme hanéfite, majoritaire et le chiisme duodécimain, dominant en Iran et dans quelques îlots montagneux. Les oasis du Turkestan sont marquées par les confréries soufies, alors que les communautés ismaïliennes restent très minoritaires.

Depuis le XIX^{ème} siècle, la colonisation russe s'est accompagnée de la progression vers le sud des chrétiens orthodoxes organisés au sein des communautés cosaques (au Kazakhstan, ils forment actuellement 35% de la population totale). En URSS, pendant la domination communiste, la question musulmane a été traitée de façon assez pragmatique, les élites locales du parti favorisant l'existence d'un clergé officiel qui professait une foi édulcorée et fermant les yeux sur les activités du clergé populaire tant qu'elles ne remettaient pas en question leur prééminence politique et sociale.

Côté chinois, les populations minoritaires (par rapport aux *Han* officiellement athées) du Xinjiang se partagent depuis leur conquête par la dynastie mandchoue entre bouddhistes et musulmans (d'origine turco-mongole ou chinoise).

Jusqu'à la fin des années 1970, la question religieuse n'avait pas donné lieu à une agitation particulière. La révolution iranienne a pu inquiéter momentanément le pouvoir soviétique, mais l'hostilité ancienne entre peuples d'origine iranienne et turque d'une part, entre chiïtes et sunnites de l'autre, a suffi pour juguler toute contagion aux républiques d'Asie centrale.

C'est l'entrée russe en Afghanistan qui, ranimant l'esprit de la guerre religieuse, fortement alimenté par les Etats-Unis, a relancé le prosélytisme musulman dans cette région du monde. Le pouvoir soviétique a bientôt craint une agitation musulmane sur son propre territoire, et notamment au Tadjikistan et en Kirguizie, limitrophes des réduits afghans. Le retrait des troupes soviétiques en 1987 n'a pas ramené le calme, les différentes factions afghanes soutenues par divers états musulmans aux intérêts contradictoires continuant à déstabiliser la région.

A cet égard l'avatar des talibans porte en germe l'extension possible du conflit à la sous-région : leur fondamentalisme sunnite les oppose aux iraniens (qui voient l'occasion de se refaire une crédibilité politique internationale), leur appartenance à l'ethnie pashtoun les oppose aux autres composantes afghanes, ouzbeks et tadjiks, qui peuvent trouver soutien dans les républiques soeurs qui bordent l'Afghanistan au nord, enfin leur soutien au terrorisme peut leur aliéner les soutiens de l'Arabie Saoudite et du Pakistan.

Le regain actuel de l'activité musulmane peut-il menacer les nouveaux gouvernements d'Asie centrale ? Pour contrer une extension de la guerre religieuse à leur territoire, les nouveaux hommes forts (qui sont pour la plupart les anciens cadres communistes au pouvoir lors de l'accession à l'indépendance) favorisent les structures d'un Islam officiel tempéré (ils sont en ce sens aidés par la tradition locale qui a toujours pratiqué la religion de façon très modérée). Par ailleurs, ils connaissent les enjeux économiques qui ont poussé le Pakistan et les Etats-Unis à aider les talibans dans leur conquête du pouvoir : la stabilité du pouvoir en Afghanistan

rendrait possible la construction d'un oléoduc (gazoduc ?) permettant l'exportation de leurs propres ressources pétrolières vers l'Océan indien.

Cette même agitation peut-elle déstabiliser la Chine au Xinjiang ? Il semble bien que de ce côté la querelle religieuse soit moins au cœur de la révolte des ouïghours que la revendication identitaire, telle qu'elle est développée ci-dessous.

D - La stratégie à long terme de la Chine

La stratégie régionale de la Chine n'a pas fondamentalement évolué depuis qu'elle s'y est définitivement implantée : en 1691 les mongols se placent sous la protection mandchoue, en 1757 ces derniers annexent le Turkestan oriental rebaptisé Xinjiang, en 1792 le Tibet passe sous domination chinoise. La Chine impériale puis républicaine n'a eu de cesse d'établir toujours plus fermement l'autorité du pouvoir central sur ces territoires périphériques vides de population. Dans ce cadre, la colonisation de la Mandchourie et de la Mongolie intérieure ont eu priorité par rapport aux autres secteurs.

La politique d'assimilation ethnique a été initiée par le Kouo-Ming-Tang dès les années 1920 puis accélérée par le pouvoir communiste.

Qu'est-ce qui singularisait le Xinjiang parmi la galaxie des régions autonomes chinoises jusqu'en 1991? Ses ressources pétrolières et son rôle stratégique de polygone d'essais nucléaires (région du lac Lob-Nor).

Qu'est-ce qui le singularise aujourd'hui ? Son rôle de porte ouverte sur l'Asie centrale ex-soviétique et l'agitation politique qui y renaît dans les milieux ouïghours.

1. Une porte qui s'ouvre

Contrairement à Moscou qui, on l'a vu plus haut, peine à transformer sa domination territoriale perdue en influence diplomatique, Beijing peut bénéficier de l'appel d'air créé pour mettre en place une stratégie d'influence vis à vis des nouveaux états d'Asie centrale, en l'appuyant sur leurs besoins économiques et politiques.

Economiquement, nous avons vu que l'exportation de matières premières énergétiques de l'Asie centrale vers la Chine côtière, et au delà vers le Japon, n'était pas encore considérée

comme rentable. Il existe néanmoins une demande pour les minerais rares dont ces pays sont riches, et dont les volumes moindres s'accommoderaient assez du lien ferroviaire eurasiatique qui vient d'être rétabli grâce à la construction du segment Almaty (Kazakhstan)- Urumqi (Xinjiang).

Par ailleurs, il existe une certaine complémentarité économique entre le Kazakhstan, pays le plus important de la zone et la république autonome du Xinjiang depuis que les échanges se font à nouveau, la partie chinoise alimentant l'autre en produits industriels bon marché. L'accès aux ressources chinoises vient partiellement compenser la désorganisation de la production industrielle qui a suivi l'effondrement de l'URSS.

Politiquement, la Chine ne peut que profiter de la tendance manifestée par les nouveaux états à multiplier le nombre de partenaires pour s'arrimer dans le paysage international. C'est ainsi que plusieurs accords ont été conclus. La Chine peut jouer sur deux tableaux, au plan central et régional, grâce à l'autonomie régionale accordée au Xinjiang sur les plans culturel et administratif.

Les rapports de force font de la Chine un partenaire déjà très écouté, comme en témoignent les mesures prises par le Kazakhstan pour limiter le droit d'expression accordé à la minorité ouïghoure (fermeture en 1997 de l'Institut d'études ouïghoures créé à Almaty en 1986).

1. Le risque de la contagion

Car l'ouverture ne s'est pas accompagnée pour la Chine que d'avantages. Alors que sa politique d'assimilation économique et ethnique mise en place depuis le début du siècle continuait à progresser, la population locale de la région autonome du Xinjiang, s'appuyant sur les quelques libertés accordées par Beijing a fait connaître son mécontentement qui tient à deux choses :

L'exploitation économique des richesses de la région ne se fait pas à son profit mais à celui exclusif de la Chine " des dix huit provinces ". Il conviendrait de rééquilibrer les termes de ce partenariat qui tourne au pillage.

Le développement régional s'accompagne d'une immigration de main d'œuvre qualifiée d'origine Han au détriment de la population locale, sous qualifiée pour répondre aux nouveaux besoins, qui souffre toujours d'un taux de chômage important.

Si les ouïghours sont à l'origine de ce mouvement de contestation, les autres " minorités

nationales " implantées de longue date au Xinjiang, Kazakhs et Huis (chinois islamisés) semblent y adhérer.

Dans ce contexte, l'indépendance du Kazakhstan est venue apporter une base arrière politique à cette contestation qui avait du mal à s'exprimer dans la région autonome même. Le mouvement s'est radicalisé et des actions terroristes sont menées depuis 1992 au Xinjiang contre les intérêts chinois. Mais contrairement à ce que l'on pourrait croire, les motifs religieux et le fondamentalisme musulman ne sont pas à la source de ces revendications, même s'ils peuvent lui servir de paravent.

1. - Un regard tourné ailleurs

Les signes d'instabilité politique notés au Xinjiang sont-ils suffisants pour que le gouvernement de Beijing consacre à cette région autonome une grande partie de ses efforts ? Il est nécessaire de relativiser le problème. Tout d'abord en le comparant à celui soulevé par le mouvement autonomiste du Tibet, qui conserve la priorité du seul fait qu'il a réussi à attirer l'attention internationale vers lui.

Dans un second temps en le rapprochant des deux phénomènes qui, de l'avis général, constituent les défis majeurs pour la cohésion de la Chine : en premier lieu la tendance centrifuge des provinces maritimes, qui ont bénéficié de mesures de développement économiques depuis 15 ans et peuvent aujourd'hui, appuyées sur les capitaux de la diaspora chinoise on communiste, décider de jouer la carte du séparatisme en tout égoïsme. Ensuite la tendance centripète des mouvements migratoires internes non contrôlés, qui peut créer une crise sociale aiguë (chômage, logement, protection sociale).

A l'aune de ces défis, le gouvernement chinois possède des atouts suffisamment forts pour maîtriser la situation au Xinjiang, ne serait-ce qu'en tablant sur l'évolution démographique locale, qui doit noyer la communauté ouïghoure dans la majorité han. Le temps travaille pour Beijing.

Conclusion

L'Asie centrale constitue aujourd'hui plus que jamais un champ d'exploration fascinant sur le plan géopolitique comme stratégique. L'attention de ses deux grandes puissances voisines semble paradoxalement s'en détourner au moment où les possibilités d'agir s'accroissent. Il faut peut-être y lire deux phénomènes différents.

Pour quelques années au minimum, la Russie n'a plus les moyens financiers d'entretenir des ambitions géopolitiques tous azimuts. En conséquence, elle doit se recentrer sur l'essentiel. Pour elle, l'essentiel semble être sa frange occidentale, où des pays aussi ancrés dans le monde slave que l'Ukraine sont maintenant courtisés par les Etats-Unis et l'Union européenne.

La Chine, puissance en progression, consciente de son potentiel et des contradictions internes qu'elle doit résoudre, paraît se tourner vers la zone géographique la plus prometteuse en termes de développement : le bassin Pacifique. Dans ce contexte, l'Asie centrale n'apparaît plus que comme un objectif de second choix, dont l'intérêt réside principalement dans les ressources énergétiques.

Ce désintérêt relatif est-il une chance ou un malheur pour les pays indépendants de la région? En ce qu'il permet à d'autres acteurs d'intervenir et apporte un choix à ces nouveaux états, le terme de chance lui paraît encore le plus approprié.

Bibliographie

Méthodologie :

M. THUAL " *Méthodes de la géopolitique* " ELLIPSES 1996.

Thématique :

Ouvrage collectif " *La politique asiatique de la Chine* ",
éditions La documentation française, 1986.

Michel FOUCHER " *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique* " éditions FAYARD, 1988 (version actualisée de 1991 non disponible).

Ouvrage collectif sous la direction de Pierre GENTELLE
" *L'état de la Chine et de ses habitants* " éditions LA
DECOUVERTE, 1989.

Olivier ROY " *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations* " éditions du Seuil, 1997 .

Jean-Paul ROUX " *L'Asie centrale. Histoire et civilisations*",
éditions FAYARD, 1997.

Annuaire des forces militaires " *Military Balance 1997* " .

Ouvrage collectif sous la direction de Pascal BONIFACE
" *L'année stratégique 1998* " éditions COMPLEXE, 1998.

Revue " *Cahiers d'étude sur la Méditerranée et le monde turco-iranien* " (CEMOTI) n° 25 de janvier-juin 1998 sur " *Les ouïghours* " notamment les articles de :

- Michel JAN " *L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois vulnérabilité et sécurité* ",
- Artoush KUMUL " *Le séparatisme ouïghour au XXème siècle, histoire et actualité* ",
- Hamid KHAMRAEV " *La géopolitique du pétrole* "
- Cheripjan NADIROV " *La structure économique de la région autonome du Xinjiang* " .

Revue HERODOTE n° 84 " *Le cercle de Samarkand* " d'août 1998, notamment les articles de :

- Jean-Luc RACINE " *Géopolitique de l'Asie centrale* ",
- Olivier ROY " *Les évolutions de l'Asie centrale* ",
- Claude COLLIN-DELORS " *Le Xinjiang* ",
- Elisabeth ALLES " *Stratégies chinoises en Asie centrale et nationalisme minoritaire au Xinjiang* " .